

BOSHER J.F. *The Gaullist Attack on Canada. 1967-1997.*
Montréal, McGill-Queens University Press, 1998, 343 p.

Gérard Beaulieu

Volume 30, numéro 3, 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704073ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704073ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beaulieu, G. (1999). Compte rendu de [BOSHER J.F. *The Gaullist Attack on Canada. 1967-1997.* Montréal, McGill-Queens University Press, 1998, 343 p.] *Études internationales*, 30 (3), 630–632. <https://doi.org/10.7202/704073ar>

schématiser la littérature sur le sujet d'une excellente manière et c'est pour-quoi j'en recommande la lecture.

Hugo LOISEAU

Étudiant au Doctorat
Département de science politique
Université Laval, Québec

CANADA

The Gaullist Attack on Canada. 1967-1997.

BOSHER, J.F. Montréal, McGill-Queens
University Press, 1998, 343 p.

Cet ouvrage d'un historien canadien anglophone spécialiste de l'histoire de la France moderne et de la Nouvelle-France utilise un ton et un vocabulaire inhabituels pour un ouvrage universitaire. L'auteur sent le besoin, dans sa préface, d'avertir le lecteur que l'ouvrage n'est pas l'œuvre d'un ennemi de la France ou l'expression de préjugés. Il présente les gestes de sympathie à l'égard des indépendantistes du Québec comme inspirés par une ambition impériale de de Gaulle et de ses successeurs qui débordent largement le cadre québécois et canadien. L'ouvrage est aussi une critique de la personnalité de de Gaulle et de l'idéologie gaulliste.

La première partie du volume, intitulée l'assaut gaulliste contre le Canada, montre l'implication d'agents gaullistes au Québec dès le début des années 1960. L'événement culminant de ces attaques est le « Vive le Québec libre » lancé par de Gaulle lui-même du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, le 24 juillet 1967. L'auteur affirme que le geste, de même que l'ensemble du voyage, ont été soigneusement planifiés, dans le but de leur donner

un maximum d'éclat et de rendre l'insulte à l'égard du gouvernement canadien encore plus flagrante : le nom du navire, *Le Colbert*, l'arrêt à Saint-Pierre et Miquelon, vestige de l'ancien empire français en Amérique du Nord, le débarquement à l'Anse-au-Foulon d'où Wolfe entreprit sa conquête des Plaines d'Abraham. Compte tenu des dispositions de de Gaulle à l'égard du Canada anglais et de la Confédération, l'auteur doute même qu'il ait eu au départ l'intention de se rendre jusqu'à Ottawa.

Bosher souligne que la première réaction du *Monde* et de l'opinion publique en France à l'intrusion manifeste de de Gaulle dans les affaires canadiennes a d'abord été négative ; selon un sondage, 18 % l'approuvait et 45 % la désapprouvait. L'opinion française commença à changer lorsque le lobby du Québec en France s'empressa de propager l'idée que de Gaulle était venu proclamer la liberté à un peuple français d'Amérique, opprimé par le Canada anglais. L'auteur qualifie de faible et de confuse la réponse du gouvernement canadien dans cette affaire.

L'auteur aborde ensuite l'action du gouvernement français en Acadie. L'intérêt de la France pour les Acadiens fut réanimé au début des années 1960 par la visite d'activistes français en Acadie dont le plus connu est Philippe Rossillon. C'est lui qui a orchestré la visite en France et à l'Élysée en 1968 de quatre personnalités acadiennes, visite suivie par une aide de la France au quotidien *L'Évangéline*, par l'octroi de bourses d'études, de dons de livres et l'envoi annuel de quelques coopérants français. Rien de bien subversif ni d'alarmant pour

l'unité canadienne et je comprends mal que l'auteur place cette initiative dans un projet politique de de Gaulle, comparable à l'encouragement donné aux forces indépendantistes du Québec.

L'auteur utilise l'expression : « French Quebec Mafia » – qu'il se défend d'avoir inventée et que Eldon Black et Dale Thomson auraient utilisée dans leurs travaux –, pour désigner un groupe de 25 ou 30 personnalités françaises, surtout gaullistes, agissant comme groupe de pression pour la promotion des intérêts du Québec. Outre des personnalités politiques comme Malraux, Peyrefitte, Messmer, Chirac et Séguin, le groupe comprend aussi des diplomates, des hauts fonctionnaires et des francs-tireurs comme Rossillon. Presque tous étaient diplômés des grandes écoles et gagnés à la notion gaulliste de l'honneur et du prestige de la France. Plusieurs avaient une expérience de l'empire colonial français, qu'ils transposaient facilement à la situation du Québec. De Gaulle aurait dit à Peyrefitte : « Si nous décolonisons nos colonies africaines, il n'y a pas de raison pourquoi le Québec resterait colonisé. » Bonne illustration de la conception que de Gaulle avait de la situation du Québec dans la Confédération canadienne.

La deuxième partie du livre traite de la réponse d'Ottawa aux interventions françaises. L'auteur consacre tout un chapitre aux réactions et commentaires de Marcel Cadieux, sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures de 1960 à 1970, qui était convaincu de la nécessité pour le Canada de riposter vigoureusement aux attaques françaises mais qui n'a pas réussi à con-

vaincre ses patrons Paul Martin et Mitchell Sharp ou les premiers ministres Pearson et Trudeau de réagir fermement. L'auteur cite de multiples exemples d'attitudes hostiles des gaullistes à l'égard du Canada et d'accrocs aux règles diplomatiques, en faveur des forces indépendantistes du Québec. À toutes ces provocations, les responsables canadiens, de Pearson à Jean Chrétien, négligent de répondre ou le font d'une manière timide et craintive.

Concernant la réponse policière, l'auteur rappelle que la GRC qui surveillait les activités du FLQ et leurs contacts avec les activistes français au pays avant comme après la crise d'octobre, étendit sa surveillance au territoire français. Les bévues qu'elle a commises dans ce dossier furent révélées par les commissions Keable et McDonald. Désirant que l'armée soit prête dans l'éventualité d'une insurrection armée au Québec, Pearson avait constitué, dès juin 1965, sous la direction de Jean Victor Allard, une unité secrète appelée le Commandement mobile. Lors de la crise d'octobre 1970, tout était donc prêt pour le déploiement des forces militaires qui coupa court, selon l'auteur, à des velléités d'insurrection armée, mais personne à ce jour, n'a réussi à faire la preuve qu'une insurrection populaire armée était envisagée.

La troisième partie de l'ouvrage intitulée rêves d'empire, est une présentation de divers éléments destinée à convaincre les lecteurs des idées impérialistes de de Gaulle et de la 5^e République. L'auteur utilise l'affaire du *Rainbow Warrior* pour montrer à la fois l'agressivité et la duplicité des dirigeants français qui ont nié catégori-

quement toute implication jusqu'à la publication de preuves irréfutables par le gouvernement néo-zélandais. Il montre également comment de Gaulle a réinventé l'histoire de la France pendant la Deuxième Guerre mondiale pour minimiser l'étendue de la collaboration des Français avec l'Allemagne et prétendre que la France s'est libérée elle-même. Enfin, Boshier conclut en admettant qu'indépendamment de l'action de la France, il existerait un mouvement indépendantiste au Québec mais qu'une « génération ou deux d'un endoctrinement vigoureux » peut induire la population de la province à supporter les objectifs séparatistes du Parti québécois.

Tout au long de l'ouvrage, l'auteur donne à des détails une importance qui semble exagérée, comme l'assistance relativement minime accordée par la France à la survie culturelle de l'Acadie. Il est vrai que le « Vive le Québec libre » a été un stimulant important aux indépendantistes de l'époque et continue à être rappelé avec délectation par les promoteurs de la souveraineté québécoise, mais il ne faut pas en exagérer l'importance. Trente-trois ans plus tard, l'indépendance n'est toujours pas réalisée et bien d'autres éléments, depuis, ont influencé les fluctuations de l'idée. Quant au portrait qu'il trace de de Gaulle, mis à part ses admirateurs inconditionnels, plusieurs seront d'accord. L'hostilité de de Gaulle pour le monde anglo-saxon, sa certitude d'incarner la France, de même que son arrogance pour ceux qui osent lui reprocher ses manquements aux usages internationaux sont des faits avérés: « Tout ce qui grouille, grenouille, scribouille... » fut la réponse

qu'il fit aux propos fort modérés de Pearson suite à l'incident de Montréal.

Par contre, l'auteur rapporte, sans fournir la moindre source, des allégations selon lesquelles la France aurait stationné des troupes de la Légion étrangère à Saint-Pierre et Miquelon pour aider les insurgés québécois éventuels et que des troupes russes de la marine à bord d'un navire de pêche russe dans les eaux du golfe étaient prêtes à intervenir. De même, rattacher à l'impérialisme colonial le désir incontestable de la France de faire la promotion de l'influence française dans le monde, me semble exagéré. Quant à la réponse des gouvernements canadiens successifs à l'égard des entreprises séparatistes québécoises et françaises, l'auteur a raison de la trouver faible comparée à ce qu'elle aurait pu être ailleurs, en France notamment. Mais loin d'y voir un défaut, on pourrait y voir, comme le fait John Ralston Saul dans son dernier ouvrage, l'esprit démocratique et tolérant des Canadiens.

Gérard BEAULIEU

*Département d'histoire
Université de Moncton, Canada*

EUROPE

La France est-elle encore une grande puissance ?

BONIFACE, Pascal. Paris, Presses de Sciences Po, 1998, 128 p.

L'ouvrage de Pascal Boniface est une interrogation sur une préoccupation très ancienne en France : la grandeur, la puissance, l'indépendance de la France sur la scène internationale.